

République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2026.04.10 Du 15 octobre 2026						
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-six, le 15 octobre, à 20 h 00 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 9 octobre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Richard LEJEUNE, Maire.							
Ville de La Celle Saint-Cloud 	Objet : Mise en place d'un contrat d'apprentissage							
Secrétaire de séance : Mahaba AL QAHWACHI En exercice : 35 Pouvoirs : 5 Votants : 35 Pour : 35 Contre : 0 Abstentions : 0 Présents <u>Le Maire</u> Richard LEJEUNE <u>Les Maires-adjoints</u> Sylvie d'ESTÈVE Pierre QUIGNON-FLEURET Anne CHAPELET Othman NASROU Florina POPA Mohamed KASMI Valérie LABORDE Emmanuel TAMBRUN Blandine BEAUPAIN <u>Les Conseillers</u> Anne-Sophie MARADEIX Bruno BAYLE Laurent BOUMENDIL Pulchérie KOUAMÉ Isabelle JOUËT-PASTRÉ Séverine PEREZ Philippe LERIN Blaise VIGNON Mathilde JORROT Audrey AUBER Adrien BONIN Alexis LABORIA Mahaba AL QAHWACHI Dominique PAGÈS Nathalie ZULIANI Antoine HULOT Pascale ASKENFELD MICHEL STEPHANE Sébastien LECLER Carmen OJEDA-COLLET <u>Absents excusés</u> : Olivier DELAPORTE Danielle RAVILLION Laurent DUFOUR Jean-François BARATON Jany WOLFF <u>Absents ayant donné pouvoir</u> : Olivier DELAPORTE pouvoir à Sylvie d'ESTEVE	LE CONSEIL MUNICIPAL, Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29, Vu le code du travail et notamment les articles L.6211-1 et suivants, Vu la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail, Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, Vu le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public, Vu le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial, Vu l'avis favorable de la Commission Vie sociale-Jeunesse-Famille du 29 septembre 2026, Vu les lignes directrices de gestion en matière de ressources humaines approuvée par le Comité technique le 15 décembre 2020, Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre, Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ A l'unanimité. Autorise la mise en place d'un contrat d'apprentissage. Autorise la signature dès la rentrée scolaire 2026, d'un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant : <table><tr><td>Service d'accueil</td><td>Nombre de poste</td><td>Diplôme préparé</td></tr><tr><td>Petite enfance</td><td>1</td><td>Diplôme d'Etat Auxiliaire de puériculture</td></tr></table> Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis,		Service d'accueil	Nombre de poste	Diplôme préparé	Petite enfance	1	Diplôme d'Etat Auxiliaire de puériculture
Service d'accueil	Nombre de poste	Diplôme préparé						
Petite enfance	1	Diplôme d'Etat Auxiliaire de puériculture						

Accuse de réception en préfecture
078-217801265-20261015-2026-04-10-DE
Date de réception préfecture : 22/10/2026

Danielle RAVILLION pouvoir à
Mathilde JORROT
Laurent DUFOUR pouvoir à
Valérie LABORDE
Jean-François BARATON
pouvoir à Dominique PAGES
Jany WOLFF pouvoir à
Mohamed KASMI

Absents :

Précise que les crédits de formation correspondants sont alloués par le CNFPT au titre de la campagne de recensement des intentions de recrutement d'apprentis pour l'année 2026.

Dit que les crédits sont prévus au budget de l'exercice concerné.



Le Maire, par délégation

Sylvie d'ESTÈVE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :

- *de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)*
- *ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.